



Mot du président

L'année de production 2019 aura été plutôt normale. Un printemps frais a repoussé d'un peu plus d'une semaine la récolte de primeurs, mais la belle saison estivale, ainsi que l'effet des promotions en circulaire aura permis d'écouler l'ensemble de la production à un prix légèrement supérieur à celui de 2018. Mais, si, au niveau de la production ce fût, pour l'APFFQ, une saison standard, sur le plan politique, elle aura été une des plus exigeantes depuis des années, à commencer par le dossier pesticides.

Plusieurs auront sans doute en tête le reportage à Radio-Canada. Ce reportage, basé sur un rapport du MAPAQ sur les résidus de pesticides, qui n'était d'ailleurs pas disponible pour nous mais seulement pour la journaliste, où 1.5% des 250 échantillons dépassaient les normes de Santé Canada. Tous s'entendront pour dire que les trois échantillons qui ont dépassé les normes ne sont pas acceptables et il faut s'assurer que ça ne se reproduise plus. Ceci dit, ce type de reportage, lorsque 98.5% des échantillons sont sous les normes fixées par Santé Canada, une des réglementations les plus sévères au monde, c'est tout aussi inacceptable. Notre association a travaillé de façon très transparente avec la journaliste et la seule condition demandée avait été de ne pas nommer de fermes, car nous doutions déjà de l'angle que la journaliste avait choisi. Les producteurs et experts qui ont été rencontrés ont mis beaucoup d'énergie à bien expliquer ce que nous faisons de bien présentement et depuis des années, pour minimiser l'impact des pesticides: l'utilisation de biopesticides, un dépistage régulier ainsi les vitrines de réduction des risques sur les fermes. Des heures investies mais aucune mention dans le reportage. Ce sont des reportages comme celui-ci qui contribuent à l'effritement de la confiance du public et la perception négative du travail des agriculteurs. En fait, selon la plus récente étude sur la confiance du public du Centre canadien de l'intégrité des aliments, celle-ci diminue rapidement depuis plusieurs années.

En fait le seul vrai patron que nous avons ce sont les consommateurs. S'ils demandent que nous soyons meilleurs que les normes existantes, nous devons le faire et surtout le démontrer. C'est pourquoi l'acceptabilité et la responsabilité sociale fera partie des axes de travail prioritaires de l'APFFQ dans la prochaine année. Même si nous avons les meilleures techniques de production et les meilleurs plans de marketing, si les consommateurs perdent confiance en nos produits, nous perdons. L'association doit continuer à appuyer financièrement le développement de méthodes alternatives et les faire connaître. Il faut, dès maintenant, démontrer au consommateur tous les efforts faits pour produire un fruit d'une qualité inégalée, dans un pays où les règles environnementales sont des plus sévères. Plusieurs autres groupes se penchent aussi sur cette question. L'exemple du poulet « nourri au grain » en est un bel exemple. Nous pouvons parler d'innovation, mais il faut surtout démontrer ce que l'on fait déjà de mieux.

Le deuxième dossier d'importance est sans aucun doute la hausse accélérée du salaire minimum des dernières années. Un autre 0.60\$ au 1^{er} mai prochain qui est une augmentation de plus de 20% en 5 ans sur 50% de nos coûts de production. Un comité interministériel a été mis sur pied en 2019 à la demande de l'APFFQ. Enfin, toutes les bonnes personnes sont assises à la même table pour trouver des solutions. Viendra-t-elle du Ministère de l'agriculture, de l'Innovation, du Travail ou des Finances ? Peu importe, il faut qu'elle arrive bientôt. Nous constatons pour une première fois que l'énergie investie porte fruit et que la volonté de trouver une solution est réelle. Enfin, nous parlons le même langage. Notre société est maintenant prête à aider notre agriculture, au même titre qu'on a aidé Bombardier, Alcoa ou Ubisoft qui reçoivent entre 45 et 50 millions par année depuis 2005 pour payer les salaires de leurs employés. Pour compenser toute la production maraîchère et fruitière au Québec pour la hausse du salaire minimum au-dessus de

l'inflation, cela coûterait 30 millions. Pour toutes ces raisons, nous pouvons rester positifs. Après toutes ces années de travail et de rencontres politiques, j'ai confiance que le gouvernement choisira de garder sa production de fruits et légumes au Québec.

La filière framboise continue son développement, les rendements et la qualité cette année ont été exceptionnels. La vente en magasin prend aussi de l'ampleur. Le hors sol et la culture sous abris continue de susciter de l'intérêt et seront probablement essentiels à la croissance de cette production mais les coûts reliés à cette technique, en période d'instabilité des coûts de main d'œuvre ralentissent son adoption. Nous avons besoin d'un signal clair que notre gouvernement nous supportera et créera un environnement d'affaire favorable à l'investissement.

Ensuite, un autre dossier d'importance a été le développement du logiciel de gestion Ufields. Le contrôle de nos coûts de production n'est maintenant plus une option, mais bien une obligation. Quand 50% des coûts de production sont liés à la main d'œuvre, c'est impossible d'y arriver sans un logiciel qui permet de catégoriser chaque heure travaillée selon la culture et la technique de production. Le logiciel Ufields, développé par notre association, a passé sa première année de façon convaincante. Ce fut un défi au niveau informatique, mais de laisser les producteurs sans aucun outil de gestion aurait été irresponsable. Le travail réalisé au cours des deux dernières années permettra d'avoir un logiciel à coût raisonnable pour tous les producteurs. Nous prévoyons aussi greffer des nouveaux modules : pour la traçabilité, le dépistage et l'irrigation. Nous remercions d'ailleurs toutes les personnes qui ont contribué au développement de ce logiciel particulièrement Marc-André Roussel.

Je profite de ce moment pour remercier mon conseil d'administration. Parfois ce n'est pas facile de présider vingt administrateurs de toutes les régions du Québec, qui poussent forts pour améliorer à leur façon la cause des producteurs. Ceci dit, ils le font dans un climat constructif, respectueux et surtout, au bénéfice de l'industrie. Je tiens à remercier les membres du Conseil exécutif qui se sont beaucoup impliqués et qui me libèrent de dossiers très importants. Guy Pouliot a pris en charge la grande partie du dossier du salaire minimum ainsi que le développement de Ufields. Tout ceci, ne serait possible sans une équipe de permanents aguerris. Nous avons une nouvelle dans l'équipe, Éliane Lepage. Nous savons tous qu'après 30 ans nous ne sommes plus "in", donc on se fie sur elle pour nous faire rayonner sur les réseaux sociaux. Marie-Hélène Ledoux est notre responsable administrative qui agit avec un professionnalisme exemplaire. Jennifer Crawford, notre directrice, est une femme de défis et nous la remercier de rester forte et de ne jamais reculer devant les nombreuses épreuves et dossiers que nous devons "affronter" ensemble.

Une année 2020 remplie de défis, mais aussi remplie aussi d'opportunités grâce aux tendances de consommation. Votre association, plus en santé que jamais, veillera à ce que toutes les pièces du casse-tête d'une année réussie soient bien en place. Bonne saison 2020 !

A handwritten signature in blue ink, reading "David Lemire". The signature is fluid and cursive, with the first name "David" being more prominent and the last name "Lemire" following in a similar style.

David Lemire

Le 12 février 2020